



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 66.815/2
du 13 janvier 2020

advies 66.815/2
van 13 januari 2020

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'modifiant
l'arrêté du Gouvernement de la
Région de Bruxelles-Capitale
du 24 août 2017 portant le
statut administratif et
pécuniaire des agents du
personnel opérationnel du
SIAMU'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'tot wijziging van het
besluit van de Brusselse
Hoofdstedelijke Regering van
24 augustus 2017 houdende het
administratief statuut en de
bezoldigingsregeling van het
operationeel personeel van de
DBDMH'

Le 13 décembre 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 août 2017 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 13 janvier 2020. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 janvier 2020.

*

Op 13 december 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 augustus 2017 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 13 januari 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 januari 2020.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

N'ayant pas une connaissance particulière des situations de fait et des données techniques à prendre en considération, le Conseil d'État, section de législation, n'est pas en mesure d'apprécier en parfaite connaissance de cause si, tel qu'il est conçu et libellé, le projet d'arrêté est ou non compatible avec le principe d'égalité entre les membres du personnel concernés et répond à l'objectif annoncé par le Gouvernement d'éviter que ces membres du personnel subissent des pertes de rémunération en raison des modifications du statut pécuniaire que l'arrêté en projet entend mettre en œuvre.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

Dans l'intitulé, il convient de reproduire l'intitulé exact de l'arrêté modifié, à savoir l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 août 2017 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente', sans y utiliser l'abréviation « SIAMU ».

L'observation qui précède vaut également pour le préambule et le dispositif du projet.

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, il convient de préciser que l'article 8, alinéa 2, de l'ordonnance du 19 juillet 1990 'portant création d'un Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale', a été remplacé par l'ordonnance du 9 juillet 2015.

2. À l'alinéa 2, il n'y a pas lieu d'indiquer les modifications déjà subies par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 août 2017 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU'. Cette information doit en effet, le cas échéant, être mentionnée de manière spécifique dans le membre de phrase liminaire de chaque disposition modificative du projet ¹.

3. Les formalités préalables accomplies doivent être mentionnées dans l'ordre chronologique en commençant par la plus ancienne ².

L'alinéa 4 sera déplacé entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3.

4. À l'alinéa 7, il convient de mentionner que l'accord du Ministre du Budget sur le projet a été donné le 3 décembre 2019, et non le 2 décembre 2019.

5. À l'alinéa 13, il convient de mentionner l'article 30, § 2, 5°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 'pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs', au lieu de l'article 30, § 2, 4°, du même arrêté.

DISPOSITIF

Article 2

1. Les versions française et néerlandaise de l'article 2 ont deux objets différents.

Ils doivent donc faire l'objet de deux articles autonomes, le premier consacré à la modification de la version néerlandaise ³ de l'intitulé de la section I du livre I, titre III, chapitre I, de l'arrêté royal du 24 août 2017, le second à la modification de la version française du même intitulé.

2. Les mots « le titre » doivent être remplacés par les mots « l'intitulé » ⁴.

Cette observation vaut également pour l'article 34.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 30.

² *Ibidem*, recommandation n° 34.

³ Dans cet article comme dans l'ensemble du projet, il y a lieu d'écrire « version néerlandaise » plutôt que « version néerlandophone ».

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 11.

Article 8

Il convient de mentionner que l'article 54, § 2, de l'arrêté royal du 24 août 2017 a déjà été modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mai 2019.

Article 21

L'article 294 de l'arrêté modifié ne comprenant qu'un seul alinéa, les mots « alinéa 1, » doivent être omis du membre de phrase introductif de l'article 21 du projet ⁵.

Il convient également d'y mentionner que l'article 294, 3°, de l'arrêté royal du 24 août 2017 a été modifié, et non pas inséré, par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mai 2019.

Article 36

Les modalités de réduction de la prime d'opérationnalité en cas de réaffectation d'un agent, fixées à l'article 351, § 2, en projet, s'écartent de celles prévues à l'article 25, alinéas 2 à 4, de l'arrêté royal du 19 avril 2014 'portant statut pécuniaire du personnel opérationnel des zones de secours'.

Cette divergence est de nature à remettre en cause l'exonération des cotisations sociales dont ce type de prime peut bénéficier en application de l'article 30, § 2, 5°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 'pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs'.

La note au Gouvernement figurant dans le dossier joint à la demande d'avis expose ce qui suit sur ce point :

« La prime de réaffectation, qui est un pourcentage de la prime d'opérationnalité, est directement intégrée à la prime d'opérationnalité selon le même procédé que l'article 25 instaurant la prime d'opérationnalité dans le statut pécuniaire des agents des zones de secours. Des discussions sont néanmoins encore en cours avec l'ONSS pour voir si ce procédé rentre dans le cadre de la transaction » ⁶.

Conformément aux résultats de ces discussions et à la lumière de l'article 30, § 2, 5°, de l'arrêté royal 28 novembre 1969, l'article 351, § 2, en projet, sera, le cas échéant, revu afin de mieux en aligner la portée sur celle de l'article 25, alinéas 2 à 4, de l'arrêté royal du 19 avril 2014.

⁵ Dans la version française de la disposition examinée, il aurait d'ailleurs fallu écrire « alinéa 1^{er} » si la disposition modifiée avait comporté un alinéa 2. Cette remarque vaut également pour la numérotation de l'ensemble des subdivisions du dispositif (*ibidem*, recommandations n^{os} 52, 57.1.2, et 64).

⁶ L'actuelle allocation de réaffectation est supprimée par le projet [article 42 du projet, abrogeant la section IX (« De l'allocation pour réaffectation ») du chapitre III, du titre II, du livre II, de l'arrêté royal du 24 août 2017, comprenant l'article 371/1].

Article 39

À l'article 39 du projet, il convient de remplacer le mot « complété » par le mot « inséré ».

Article 40

1. Au *littera* b), il y a lieu de remplacer les mots « l'article 351 » par les mots « l'article 351, § 1^{er}, ».
2. Au même *littera* b), le mot « prestations » doit être écrit au singulier.

Articles 47 et 48

L'article 435, §§ 1^{er} et 5, en projet étant applicable à des agents revêtus du grade de major, les mots « Par dérogation à l'article 328 » doivent y être remplacés par les mots « Par dérogation aux articles 328 et 329 » dans le paragraphe 1^{er}.

La même observation vaut pour l'article 436, §§ 1^{er} et 5, en projet.

Article 50

À l'article 50, d), les mots « aangepast volgens de tabel van artikel 374 » doivent être remplacés, dans les deux versions linguistiques, par les mots « aangepast volgens de tabel van artikel 274 » afin de correspondre à la rédaction actuelle de la version néerlandaise de l'article 438, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté modifié.

Article 52

L'article 52 dispose que le projet produit ses effets le 1^{er} janvier 2020.

Il ne peut être conféré d'effet rétroactif aux arrêtés que sous certaines conditions, à savoir lorsque la rétroactivité a une base légale, lorsqu'elle concerne une règle qui accorde des avantages dans le respect du principe d'égalité ou dans la mesure où elle s'impose pour assurer le bon fonctionnement ou la continuité des services et ne porte pas atteinte, en principe, à des situations acquises ⁷.

⁷ Voir notamment l'avis n° 66.150/2 donné le 5 juin 2019 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2019 'abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2005 portant octroi de chèques-équipement aux membres du personnel opérationnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/66150.pdf>).

En l'espèce la rétroactivité au 1^{er} janvier 2020 peut être admise pour autant que les modifications apportées au statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU n'affectent pas de manière défavorable ces derniers.

Annexe II

La numérotation de l'annexe II doit être corrigée dans la version néerlandaise de son double intitulé.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Aangezien de afdeling Wetgeving van de Raad van State geen bijzondere kennis heeft van de in aanmerking te nemen feitelijke situaties en technische gegevens, is ze niet bij machte om met volledige kennis van zaken te beoordelen of het ontwerp van besluit, zoals het uitgewerkt en gesteld is, al dan niet verenigbaar is met het beginsel van gelijkheid tussen de betrokken personeelsleden en beantwoordt aan de door de regering aangekondigde doelstelling, namelijk vermijden dat die personeelsleden loonverlies lijden ten gevolge van de wijzigingen van de bezoldigingsregeling waartoe het ontworpen besluit strekt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

In het opschrift dient het exacte opschrift van het gewijzigde besluit overgenomen te worden, namelijk het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 augustus 2017 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp’, zonder gebruikmaking van de afkorting “DBDMH”.

De voorgaande opmerking geldt eveneens voor de aanhef en het dispositief van het ontwerp.

AANHEF

1. In het eerste lid dient gepreciseerd te worden dat artikel 8, tweede lid, van de ordonnantie van 19 juli 1990 ‘houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp’, vervangen is bij de ordonnantie van 9 juli 2015.

2. De wijzigingen die al aangebracht zijn in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 augustus 2017 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp’ dienen niet vermeld te worden in het tweede lid. Die informatie moet immers, in voorkomend geval, specifiek vermeld worden in het inleidende zinsdeel van elke wijzigingsbepaling van het ontwerp.¹

3. De vervulde voorafgaande vormvereisten dienen in chronologische volgorde vermeld te worden, te beginnen met het oudste.²

Het vierde lid moet tussen het tweede en het derde lid geplaatst worden.

4. In het zevende lid dient vermeld te worden dat de akkoordbevinding van de minister van Begroting met betrekking tot het ontwerp gegeven is op 3 december 2019, in plaats van op 2 december 2019.

5. In het dertiende lid dient verwezen te worden naar artikel 30, § 2, 5°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 ‘tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders’, in plaats van naar artikel 30, § 2, 4°, van hetzelfde besluit.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. De Franse en de Nederlandse tekst van artikel 2 hebben elk een andere strekking.

Er dienen dus twee autonome artikelen te komen waarbij het eerste betrekking heeft op de wijziging van de Nederlandse³ tekst van het opschrift van afdeling I van boek I, titel III, hoofdstuk I, van het koninklijk besluit van 24 augustus 2017, en het tweede op de wijziging van de Franse tekst van hetzelfde opschrift.

2. De woorden “de titel” moeten vervangen worden door de woorden “het opschrift”.⁴

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 34.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 30.

² *Ibidem*, aanbeveling 34.

³ In dat artikel en in de rest van het ontwerp schrijve men “Nederlandse versie” in plaats van “Nederlandstalige versie”.

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 11.

Artikel 8

Er dient vermeld te worden dat artikel 54, § 2, van het koninklijk besluit van 24 augustus 2017 al gewijzigd is bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 mei 2019.

Artikel 21

Aangezien artikel 294 van het gewijzigde besluit maar één lid bevat, moeten de woorden “eerste lid,” weggelaten worden uit het inleidende zinsdeel van artikel 21 van het ontwerp.⁵

Er dient eveneens in vermeld te worden dat artikel 294, 3°, van het koninklijk besluit van 24 augustus 2017 gewijzigd is, en niet ingevoegd, bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 mei 2019.

Artikel 36

De nadere regels voor de vermindering van de premie voor operationaliteit in geval van wedertewerkstelling van een personeelslid, vastgelegd in het ontworpen artikel 351, § 2, wijken af van de regels vervat in artikel 25, tweede tot vierde lid, van het koninklijk besluit van 19 april 2014 ‘houdende de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de hulpverleningszones’.

Dat verschil kan de vrijstelling van de sociale bijdragen in het gedrang brengen waarvoor dit type premie in aanmerking komt met toepassing van artikel 30, § 2, 5°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 ‘tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders’.

In de nota aan de regering, die zich in het dossier bevindt dat bij de adviesaanvraag gevoegd is, staat in verband daarmee het volgende:

“De wedertewerkstellingspremie, een percentage van de premie voor operationaliteit, is rechtstreeks in de premie voor operationaliteit opgenomen en dat volgens hetzelfde procedé als dat van artikel 25, dat de premie voor operationaliteit instelt in de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de hulpverleningszones. Niettemin lopen er nog besprekingen met de RSZ om na te gaan of dat procedé in het kader van de overgang past.”⁶

⁵ In de Franse tekst van de voorliggende bepaling had men trouwens “alinéa 1^{er}” moeten schrijven als de gewijzigde bepaling een tweede lid had bevat. Deze opmerking geldt eveneens voor de nummering van alle onderdelen van het dispositief (*ibidem*, aanbevelingen 52, 57.1.2 en 64).

⁶ De huidige wedertewerkstellingstoelage wordt opgeheven bij het ontwerp [artikel 42 van het ontwerp, dat strekt tot opheffing van afdeling IX (“De wedertewerkstellingstoelage”) van hoofdstuk III van titel II van boek II van het koninklijk besluit van 24 augustus 2017, waarin artikel 371/1 staat].

In lijn met het resultaat van die besprekingen en in het licht van artikel 30, § 2, 5°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969, moet het ontworpen artikel 351, § 2, in voorkomend geval aldus herzien worden dat de strekking ervan beter aansluit bij die van artikel 25, tweede tot vierde lid, van het koninklijk besluit van 19 april 2014.

Artikel 39

In artikel 39 van het ontwerp dienen de woorden “aangevuld met” vervangen te worden door de woorden “ingevoegd bij”.

Artikel 40

1. In punt b) dienen de woorden “artikel 351” vervangen worden door de woorden “artikel 351, § 1,”.
2. In datzelfde punt b) schrijve men “prestatie” in plaats van “prestaties”.

Artikelen 47 en 48

Aangezien het ontworpen artikel 435, §§ 1 en 5, van toepassing is op personeelsleden met de graad van majoor, moeten in paragraaf 1 de woorden “In afwijking van artikel 328” vervangen worden door de woorden “In afwijking van de artikelen 328 en 329”.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 436, §§ 1 en 5.

Artikel 50

In artikel 50, d), moeten de woorden “aangepast volgens de tabel van artikel 374” in de twee taalversies vervangen worden door de woorden “aangepast volgens de tabel van artikel 274”, zodat ze overeenstemmen met de huidige Nederlandse tekst van artikel 438, § 1, eerste lid, van het gewijzigde besluit.

Artikel 52

Artikel 52 bepaalt dat het ontwerp van kracht wordt op 1 januari 2020.

Aan besluiten kan slechts onder bepaalde voorwaarden terugwerkende kracht verleend worden, namelijk indien daarvoor een wettelijke grondslag bestaat, indien de terugwerkende kracht betrekking heeft op een regeling die met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel voordelen toekent of in zoverre de terugwerkende kracht noodzakelijk is voor

de goede werking of de continuïteit van de diensten en in beginsel geen verkregen situaties aantast.⁷

In casu is de terugwerkende kracht tot 1 januari 2020 aanvaardbaar voor zover de wijzigingen die aangebracht zijn in het administratief statuut en in de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH geen ongunstige invloed hebben op dat personeel.

Bijlage II

In beide opschriften van bijlage II moet de nummering in de Nederlandse tekst verbeterd worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT

⁷ Zie inzonderheid advies 66.150/2, op 5 juni 2019 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 december 2019 ‘tot opheffing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2005 houdende toekenning van uitrustingscheques aan het operationeel personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/66150.pdf>).